

Art. 4. L'annexe du même arrêté royal est amendée comme suit :

1° Le point 5.7 est supprimé

2° Un point 12, formulé comme suit, est ajouté :

« 12. Le transport du catering comprend :

le transport, le chargement et le déchargement de l'avion de la nourriture et des boissons »

Art. 5. Pendant une période de transition jusqu'à la date à laquelle l'autorisation existante pour la prestation des services concernés d'assistance en escale prend fin, les entreprises sélectionnées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément à l'article 6 § 2 ou à l'article 9 § 1^{er} du même arrêté royal, pour la catégorie assistance "opérations en piste", telle que décrite au moment de la décision de sélection, sont considérées être sélectionnées pour les catégories assistance "opérations en piste" et transport du catering.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 31 octobre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première
Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Art. 4. De bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° Punt 5.7 wordt opgeheven;

2° Een punt 12, luidend als volgt, wordt toegevoegd :

« 12. Cateringtransport omvat :

het vervoer, het inladen in en het uitladen uit het vliegtuig van voedsel en dranken. »

Art. 5. Gedurende een overgangperiode tot de datum waarop de bestaande toelating voor het verlenen van de betrokken grondafhandeldingsdiensten een einde neemt, zullen de ondernemingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingevolge artikel 6 § 2 of artikel 9 § 1 van hetzelfde koninklijk besluit geselecteerd werden voor de categorie platformafhandeling, zoals omschreven op het ogenblik van de selectiebeslissing, geacht worden te zijn geselecteerd voor de categorieën platformafhandeling en cateringtransport.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 31 oktober 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

MINISTERE DES FINANCES

F. 2001 — 3049

[C - 2001/03494]

29 OCTOBRE 2001. — Arrêté royal portant modification de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales

RAPPORT AU ROI

Sire,

La directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 93/12/CEE du Conseil, en ses articles 3, § 2, c), et 4, § 1^{er}, c), qui renvoient, respectivement, aux annexes III et IV de ladite directive, prévoit des normes de qualité environnementales de l'essence sans plomb et du carburant diesel en deçà desquelles lesdits carburants ne pourront plus être commercialisés, à dater du 1^{er} janvier 2005.

Lors des Conseils des Ministres des 30 juin 2000 et 26 janvier 2001, il a été décidé de donner un incitant fiscal à la mise à la consommation de carburants répondant à ces normes de qualité, respectivement, pour l'essence sans plomb dont l'indice d'octane est de 98 ou plus et pour le carburant diesel.

Lors du Conseil des Ministres du 12 octobre 2001, il a été décidé que cette différenciation se ferait par une augmentation du droit d'accise spécial de 600 francs par 1 000 litres à 15 °C pour les produits qui sont moins respectueux de l'environnement. Cette augmentation de taux devra se faire à l'occasion d'une diminution du prix de vente desdits produits, afin d'en atténuer l'impact pour le consommateur.

Une quotité de cet incitant fiscal permettra de couvrir la différence de coût de production de ces produits.

En outre, il est nécessaire de prendre certaines mesures d'exécution de l'article 14 de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales, qui concerne la taxation des produits qui se trouvent mis à la consommation et détenus dans le pays.

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a pour objet d'instaurer un taux de droit d'accise spécial différencié sur l'essence sans plomb dont l'indice d'octane est de 98 ou plus et sur le gasoil utilisé comme carburant, plus respectueux de l'environnement.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 2001 — 3049

[C - 2001/03494]

29 OKTOBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Richtlijn 98/70/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 1998 betreffende de kwaliteit van benzine en van dieselbrandstof en tot wijziging van Richtlijn 93/12/EEG van de Raad bepaalt in de artikelen 3, § 2, c), en 4, § 1, c), die respectievelijk verwijzen naar de bijlagen III en IV van deze richtlijn, de kwaliteitsnormen voor milieuvriendelijke loodvrije benzine en dieselbrandstof. De brandstoffen die niet aan deze normen voldoen mogen vanaf 1 januari 2005 niet meer in de handel worden gebracht.

Tijdens de Ministerraad van 30 juni 2000 en van 26 januari 2001 werd beslist om een fiscale stimulans te geven voor het in verbruik brengen van brandstoffen die aan deze kwaliteitsnormen beantwoorden, respectievelijk voor loodvrije benzine met een octaangetal van 98 of meer en voor dieselbrandstof.

Tijdens de Ministerraad van 12 oktober 2001 werd er beslist dat deze differentiatie zou gebeuren door een verhoging van de bijzondere accijns met 600 frank per 1 000 liter bij 15 °C op de producten die minder milieuvriendelijk zijn. Deze verhoging moet gebeuren naar aanleiding van een vermindering van de verkoopprijs van deze producten om de impact ervan voor de gebruiker af te zwakken.

Een gedeelte van het bedrag van deze fiscale stimulans maakt het mogelijk om de meerkosten van de productie te dekken.

Daarenboven is het noodzakelijk enkele uitvoeringsbepalingen te nemen met betrekking tot artikel 14 van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie dat een belastingverhoging oplegt op de producten die in verbruik zijn gesteld en in het land voorhanden zijn.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen heeft tot doel een gedifferentieerd tarief voor bijzondere accijns in te voeren voor milieuvriendelijke loodvrije benzine met een octaangetal van 98 of meer en gasolie gebruikt als motorbrandstof.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer trouwe dienaar,

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

AVIS 32.370/2 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 15 octobre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales", a donné le 19 octobre 2001 l'avis suivant :

Motivation de l'urgence

Contrairement à ce qu'exige l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la lettre de demande d'avis ne contient aucune motivation spéciale de l'urgence.

Le préambule de l'arrêté en projet motive, pour sa part, l'urgence comme suit :

« Vu l'urgence, motivée par le fait que le présent arrêté a pour objet entre autres, d'instituer une différence du taux d'accise spécial sur l'essence sans plomb avec un indice d'octane de 98 ou plus et sur le gasoil utilisés comme carburant pour autant qu'ils répondent à des normes de qualité plus respectueuses de l'environnement; que cette différence doit entrer rapidement en vigueur; que dans ces conditions, le présent arrêté doit être pris sans délai; ».

Force est de constater que cette motivation de l'urgence est quasi tautologique car la raison pour laquelle la différenciation du taux d'accise spécial doit entrer rapidement en vigueur n'est pas formellement exprimée.

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite essentiellement, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Fondement juridique

1. L'arrêté en projet se fonde sur l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi générale sur les douanes et accises, coordonnée le 18 juillet 1977 qui dispose:

« En vue de l'application anticipée des changements qui doivent être apportés d'urgence aux droits d'accise, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prescrire toutes mesures, y compris le versement provisoire des droits qui seront établis par la loi. » (1)

En vertu de cette disposition, le Roi peut certes prendre des mesures provisoires dérogeant à la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et au taux des droits d'accise sur les huiles minérales mais il ne peut pas formellement modifier celle-ci (2). Les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté en projet doivent donc être formellement adaptés sur ce point.

Il est proposé de rédiger ces articles comme suit :

« Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, b), de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et au taux des droits d'accise sur les huiles minérales, le droit d'accise spécial de l'essence sans plomb relevant du code NC 27 10 00 32 est fixé à 10 610 francs par 1 000 litres à 15 °C (à convertir en euros) lorsque cette essence dépasse les limites suivantes : (... la suite comme au projet - voir le tableau de la page 3). »

« Art. 2. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, d), de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et au taux des droits d'accise sur les huiles minérales, le droit d'accise spécial du gasoil relevant du code NC 27 10 00 69, utilisé comme carburant, est fixé à 4 300 francs par 1 000 litres à 15 °C (à convertir en euros) lorsque ce gasoil dépasse les limites suivantes: (... la suite comme au projet - voir le tableau de la page 4). »

La suite du projet doit être adaptée en conséquence.

(1) L'alinéa 2 ajoute « Le Roi saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi tendant à apporter aux droits d'accise, les changements en vue desquels des mesures ont été prescrites par application de l'alinéa 1^{er}. »

(2) Et ce, à la différence de ce que prévoit l'article 11, § 1^{er}, de la loi générale sur les douanes et accises, précitée, qui dispose expressément que les mesures prises par le Roi peuvent "comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales".

ADVIJS 32.370/2 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 oktober 2001 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie", heeft op 19 oktober 2001 het volgende advies gegeven :

Motivering van het verzoek om spoedbehandeling

In tegenstelling tot wat artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorschrijft, wordt in de brief met de adviesaanvraag geen enkele bijzondere reden opgegeven tot staving van het verzoek om spoedbehandeling.

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt het spoedeisende karakter ervan gemotiveerd als volgt :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit onder andere tot doel heeft, een gedifferentieerd tarief van de bijzondere accijns op ongelode benzine met een octaangetal van 98 of meer en gasolie gebruikt als motorbrandstof in te voeren, voor zover ze aan hogere milieukwaliteitsnormen beantwoorden; dat deze differentiatie snel in werking moet treden, dat, in die omstandigheden, dit besluit zonder uitstel dient te worden genomen; ».

Op te merken valt dat deze motivering van het verzoek om spoedbehandeling nagenoeg een tautologie vormt, daar de reden waarom een gedifferentieerd tarief van de bijzondere accijns snel van kracht moet worden, niet uitdrukkelijk wordt opgegeven.

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, hoofdzakelijk tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Rechtsgrond

1. Het ontworpen besluit is gegrond op artikel 13, § 1, eerste lid, van de algemene wet inzake douane en accijnzen, gecoördineerd op 18 juli 1977, dat als volgt luidt :

« Met het oog op de vervroegde toepassing van de wijzigingen welke bij hoogdringendheid in de accijnzen moeten worden aangebracht, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, alle maatregelen voorschrijven, met inbegrip van de voorlopige storting van de accijnzen welke door de wet zullen worden vastgesteld. » (1)

Krachtens deze bepaling kan de Koning weliswaar voorlopige maatregelen nemen die afwijken van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie, doch hij kan die wet niet formeel wijzigen. (2) De artikelen 1 en 2 van het ontworpen besluit moeten op dat punt dus formeel worden aangepast.

Voorgesteld wordt deze artikelen te redigeren als volgt :

« Artikel 1. In afwijking van artikel 7, § 1, b), van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie, wordt de bijzondere accijns op ongelode benzine die valt onder code NC 27 10 00 32 vastgesteld op 10 610 frank per 1 000 liter bij 15 °C (om te zetten in euro) wanneer die benzine de volgende grenswaarden overschrijdt : (voorts zoals in het ontwerp - zie tabel op bladzijde 3). »

« Art. 2. In afwijking van artikel 7, § 1, d), van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie, wordt de bijzondere accijns op gasolie die valt onder code NC 27 10 00 69, en die gebruikt wordt als motorbrandstof, vastgesteld op 4.300 frank per 1 000 liter bij 15 °C (om te zetten in euro) wanneer die gasolie de volgende grenswaarden overschrijdt : (... voorts zoals in het ontwerp - zie tabel op bladzijde 4). »

De rest van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

(1) Het tweede lid bepaalt voorts : « De Koning zal bij de Wetgevende Kamers dadelijk, zo zij vergaderd zijn, zo niet bij de opening van de eerstvolgende zittingstijd, een ontwerp van wet indienen strekkende tot het aanbrengen in de accijnzen van de wijzigingen, met het oog waarop bij toepassing van het eerste lid maatregelen zijn genomen. »

(2) Zulks in tegenstelling tot hetgeen artikel 11, § 1, van de voormelde algemene wet inzake douane en accijnzen bepaalt; in dat artikel wordt uitdrukkelijk gezegd dat in de door de Koning genomen maatregelen "het opheffen of het wijzigen van wetsbepalingen" kunnen begrepen zijn.

2. Il convient d'ajouter dans le préambule l'article 14 de la loi du 22 octobre 1997, précitée, qui sert également de fondement à plusieurs dispositions du projet.

Compétence de l'auteur de l'acte

Sur ce point, le projet n'appelle aucune observation.

Formalité préalable

Le préambule de l'arrêté en projet vise la décision 2001/439/CE du Conseil du 5 juin 2001 autorisant la Belgique à appliquer un taux d'accise différencié non seulement à l'essence sans plomb à faible teneur en soufre (50 ppm) et en aromatiques (35 %) mais aussi au gazole à faible teneur en soufre (50 ppm) utilisé comme carburant. Cette décision a été prise dans le cadre de la procédure visée à l'article 8, § 4, de la directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales. En vertu de cet article précité, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut autoriser un Etat membre à introduire des exonérations ou des réductions supplémentaires à celles prévues par la directive, pour des raisons de politiques spécifiques.

Dans le descriptif de "la demande de dérogation" qui a donné lieu à la décision précitée, la mesure envisagée consistait, à réduire le taux d'accises frappant l'essence sans plomb et le diesel routier ne contenant pas plus de 50 ppm de soufre et dont on a réduit les matières aromatiques contenues, tout en maintenant les taux d'accises actuels sur les mêmes carburants mais qui ne répondent pas à ces critères écologiques.

Or, l'arrêté en projet est totalement différent. Il ne contient aucune réduction des taux d'accises actuels. Au contraire, il prévoit une majoration du droit d'accise spécial de 600 francs par mille litres pour l'essence sans plomb dont l'indice d'octane est de 98 ou plus ainsi que pour le carburant diesel, qui ne répondent pas à certains critères écologiques.

Une telle majoration est étrangère à la procédure d'autorisation prévue à l'article 8, § 4, de la directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 mentionnée ci-avant.

Par conséquent, il y a lieu d'omettre du préambule les visas relatifs aux directives européennes et à la décision du Conseil du 5 juin 2001.

Observation particulière

Les règles relatives à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, éparpillées dans les articles 3, 4 et 9, sont particulièrement mal rédigées. Il y a lieu de les grouper dans un seul article et de les rédiger dans un langage compréhensible.

Observation finale

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que le montant est uniquement exprimé en francs. Il y a lieu de l'établir en euros. Une disposition transitoire, applicable jusqu'au 1^{er} janvier 2002, doit être ajoutée afin d'exprimer cette valeur en francs. Les montants en francs et en euros seront mentionnés en toutes lettres.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

P. Lienardy et J. Jaumotte, conseillers d'Etat;

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

2. In de aanhef dient artikel 14 van de voormelde wet van 22 oktober 1997 te worden toegevoegd, daar het eveneens de rechtsgrond oplevert van verscheidene bepalingen van het ontwerp.

Bevoegdheid van de steller van de handeling

Op dat punt behoeft bij het ontwerp geen enkele opmerking te worden gemaakt.

Voorafgaand vormvereiste

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen naar beschikking 2001/439/EG van de Raad van 5 juni 2001 waarbij het Koninkrijk België wordt gemachtigd een gedifferentieerd accijnstarief toe te passen niet alleen op ongelode benzine met een laag zwavelgehalte (50 ppm) en een laag aromaatgehalte (35 %), maar ook op gasolie met een laag zwavelgehalte (50 ppm) die gebruikt wordt als motorbrandstof. Deze beschikking is genomen in het kader van de procedure vermeld in artikel 8, lid 4, van richtlijn 92/81/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 betreffende de harmonisatie van de structuur van de accijns op minerale oliën. Krachtens dat voormelde artikel kan de Raad, op voorstel van de Commissie, met eenparigheid van stemmen, een Lid-Staat machtigen, uit specifieke beleidsoverwegingen vrijstellingen of verlagen in te voeren die verder gaan dan die waarin de richtlijn voorziet.

In de beschrijving van "het verzoek om afwijking" dat aanleiding heeft gegeven tot de voormelde beschikking, bestond de voorgenomen maatregel erin de accijnzen te verlagen op ongelode en diesel met een zwavelgehalte van minder dan 50 ppm en waarvan het aromaatgehalte verlaagd is, en terzelfder tijd de huidige accijnzen op dezelfde motorbrandstoffen, doch die niet voldoen aan deze ecologische vereisten, te handhaven.

Het ontworpen besluit is evenwel totaal anders. Het bevat geen enkele verlaging van de huidige accijnzen. Het voorziet, integendeel, in een verhoging van de bijzondere accijns van 600 frank per duizend liter voor ongelode benzine waarvan het octaangehalte 98 of meer bedraagt, alsmede voor de dieselbrandstof, die niet voldoen aan bepaalde ecologische criteria.

Zo een verhoging heeft niets uit te staan met de machtigingsprocedure waarin artikel 8, lid 4, van de hierboven vermelde richtlijn 92/81/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 voorziet.

De verwijzingen naar de Europese richtlijnen en naar de beschikking van de Raad van 5 juni 2001 dienen bijgevolg uit de aanhef te worden weggelaten.

Bijzondere opmerking

De regels betreffende de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, verspreid over de artikelen 3, 4 en 9, zijn bijzonder slecht gesteld. Ze dienen in één enkel artikel te worden samengebracht en in verstaanbare taal te worden gesteld.

Slotopmerking

De steller van het ontwerp wordt erop opmerkzaam gemaakt dat het bedrag alleen wordt uitgedrukt in franken. Het dient in euro te worden vermeld. Om die waarde in franken weer te geven dient een overgangsbepaling te worden toegevoegd die van toepassing is tot 1 januari 2002. De bedragen in franken en in euro behoren voluit te worden vermeld.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

P. Lienardy en J. Jaumotte, staatsraden;

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

29 OCTOBRE 2001. — Arrêté royal portant modification de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 (*Moniteur belge* du 21 septembre 1977) notamment l'article 13, § 1^{er};

Vu la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales (*Moniteur belge* du 20 novembre 1997) modifiée par les lois des 4 mai 1999 (*Moniteur belge* du 29 mai 1999) et 23 mars 2001, (*Moniteur belge* du 24 mai 2001) et par l'arrêté royal du 10 janvier 2001, (*Moniteur belge* du 20 janvier 2001), notamment l'article 7, § 1^{er}, b) et d), et l'article 14;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, émis le 10 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 octobre 2001;

Vu l'avis du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise donné le 31 octobre 2001;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le présent arrêté a pour objet entre autres, d'instituer une différence du taux du droit d'accise spécial sur l'essence sans plomb avec un indice d'octane de 98 ou plus et sur le gasoil utilisés comme carburant pour autant qu'ils répondent à des normes de qualité plus respectueuses de l'environnement; que cette différence doit entrer rapidement en vigueur; que, dans ces conditions, le présent arrêté doit être pris sans délai;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, b), second tiret, de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales, le droit d'accise spécial auquel est soumis l'essence sans plomb relevant du code NC 2710 00 32 est fixé à 10 610 francs (263,015 EUR) par 1 000 litres à 15 °C lorsque cette essence dépasse les limites suivantes :

Paramètre	Unité	Limites (1)		Essai	
		Minimum	Maximum	Méthode	Date de publication
Analyse des hydrocarbures :					
— aromatiques (2) (3) (4)	% v/v	—	35,0	ASTM D 1319	1995
Teneur en soufre (5)	mg/kg	—	50	EN ISO 14596 EN ISO 8754 EN 24260	1998 1995 1994

Parameter	Eenheid	Grenswaarden (1)		Test	
		Minimum	Maximum	Methode	Datum publicatie
Koolwaterstoffanalyse					
— aromatische verbindingen (2) (3) (4)	vol %	—	35,0	ASTM D 1319	1995
Zwavelgehalte (5)	mg/kg	—	50	EN ISO 14596 EN ISO 8754 EN 24260	1998 1995 1994

29 OKTOBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977, (*Belgisch Staatsblad* van 21 september 1977 inzonderheid op artikel 13, § 1;

Gelet op de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie (*Belgisch Staatsblad* van 20 november 1997), gewijzigd bij de wetten van 4 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 29 mei 1999) en 23 maart 2001, (*Belgisch Staatsblad* van 24 mei 2001) en bij het koninklijk besluit van 10 januari 2001, (*Belgisch Staatsblad* van 20 januari 2001), inzonderheid op artikel 7, § 1, b) en d), en artikel 14;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 10 oktober 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie gegeven op 31 oktober 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit onder andere tot doel heeft, een gedifferentieerd tarief van de bijzondere accijns op ongelode benzine met een octaangetal van 98 of meer en gasolie gebruikt als motorbrandstof in te voeren, voor zover ze aan hogere milieukwaliteitsnormen beantwoorden; dat deze differentiatie snel in werking moet treden; dat, in die omstandigheden, dit besluit zonder uitstel dient te worden genomen;

Gelet op het advies van de Raad van State van 25 oktober 2001, bij toepassing van artikel 84, eerste alinea, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In afwijking van artikel 7, § 1, b), tweede streepje, van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie, wordt de bijzondere accijns op ongelode benzine die valt onder GN-code 2710 00 32 vastgesteld op 10 610 frank (263,015 EUR) per 1 000 liter bij 15 °C wanneer die benzine de volgende grenswaarden overschrijdt :

(1) Les valeurs mentionnées dans la spécification sont des « valeurs vraies ». Pour établir leurs valeurs limites, on a appliqué les conditions de la norme ISO 4259 « Produits pétroliers: détermination et application des valeurs de fidélité relatives aux méthodes d'essai »; pour fixer une valeur minimale, on a tenu compte d'une différence minimale de 2R au-dessus de 0 (R = reproductibilité). Les résultats des mesures individuelles sont interprétés sur la base des critères définis dans la norme ISO 4259 (publiée en 1995).

(2) La teneur en composés oxygénés est déterminée de façon à apporter les corrections conformément à la clause 13.2 de la méthode ASTM D 1319: 1995.

(3) Lorsque l'échantillon contient de l'éthyl-tertio-butyle-éther (ETBE), la zone aromatique est déterminée à partir du cycle rose brun en aval du cycle rouge normalement retenu en l'absence d'ETBE. La présence ou l'absence d'ETBE peut être établie par l'analyse décrite à la note 2 de bas de page.

(4) Pour cette norme, on applique la méthode ASTM D 1319: 1995 sans la phase optionnelle de dépentanisation. Par conséquent, les clauses 6.1, 10.1 et 14.1 ne sont pas applicables.

(5) En cas de litige, on utilise la norme EN ISO 14596 : 1998.

Art. 2. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, d), i), second tiret, de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales, le droit d'accise spécial auquel est soumis le gasoil relevant du code NC 2710 00 69 est fixé à 4 300 francs (106,5942 EUR) par 1.000 litres à 15 °C lorsque ce gasoil dépasse les limites suivantes :

Paramètre	Unité	Limites (1)		Essai	
		Minimum	Maximum	Méthode	Date de publication
Teneur en soufre (2)	mg/kg	—	50	EN ISO 14596 EN ISO 8754 EN 24260	1998 1995 1994

Parameter	Eenheid	Grenswaarden (1)		Test	
		Minimum	Maximum	Methode	Datum publicatie
Zwavelgehalte (2)	mg/kg	—	50	EN ISO 14596 EN ISO 8754 EN 24260	1998 1995 1994

(1) Les valeurs mentionnées dans la spécification sont des « valeurs vraies ». Pour établir leurs valeurs limites, on a appliqué les conditions de la norme ISO 4259 « Produits pétroliers: détermination et application des valeurs de fidélité relatives aux méthodes d'essai »; pour fixer une valeur minimale, on a tenu compte d'une différence minimale de 2R au-dessus de 0 (R = reproductibilité). Les résultats des mesures individuelles sont interprétés sur la base des critères définis dans la norme ISO 4259 (publiée en 1995).

(2) En cas de litige, on utilise la norme EN ISO 14596: 1998.

Art. 3. § 1^{er}. Les taux du droit d'accise spécial fixés aux articles 1^{er} et 2, sont applicables au moment et à partir de la première diminution de prix maximum fixée par le contrat de programme relatif à un régime des prix de vente des produits pétroliers conclu entre l'Etat belge et le secteur pétrolier, en tenant compte du fait que la hausse du droit d'accise spécial ne peut correspondre qu'à la moitié de la baisse de ces prix hors T.V.A., avec un maximum global de 600 francs (14,8736 EUR) par 1 000 litres à 15 °C.

§ 2. Lors de chaque hausse, le Ministre des Finances publie un Avis officiel au *Moniteur belge* mentionnant le montant de la diminution de prix maximum hors T.V.A., le nouveau taux du droit d'accise spécial ainsi que sa date d'entrée en vigueur.

Art. 4. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 et sans préjudice de celles relatives aux exonérations prévues à l'article 16 de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales, l'essence sans plomb relevant du code NC 2710 0032 visée à l'article 1^{er}, et le gasoil relevant du code NC 2710 0069 visé à l'article 2, du présent arrêté, qui, le jour de l'augmentation de taux visée à l'article 3, à 0 heure, se trouvent après mise à la consommation dans les établissements des fabricants, des négociants en gros ou en demi-gros et des dépositaires ou en cours de

(1) De hier gegeven cijfers zijn « werkelijke waarden ». Bij de vaststelling van de grenswaarden is uitgegaan van ISO 4259 (Aardolieproducten – bepalingen en toepassing van nauwkeurige gegevens in de relatie tot de testmethoden) en bij de vaststelling van een minimumwaarde is met een minimaal verschil van 2R boven nul rekening gehouden (R = reproduceerbaarheid). De uitkomsten van de verschillende metingen worden geïnterpreteerd aan de hand van de in ISO 4259 (gepubliceerd in 1995) beschreven criteria.

(2) Het gehalte aan zuurstofhoudende verbindingen wordt bepaald met het oog op de correcties overeenkomstig punt 13.2 van ASTM D 1319: 1995.

(3) Indien ethyl-tert-butylether (ETBE) in het monster voorkomt, wordt de aromatische zone bepaald vanaf de roze-bruine ring stroomafwaarts van de rode ring die normaliter wordt gebruikt indien geen ETBE aanwezig is. De aanwezigheid of afwezigheid van ETBE kan uit de in voetnoot 2 beschreven analyse worden afgeleid.

(4) Ten behoeve daarvan wordt norm ASTM D 1319: 1995 toegepast zonder de facultatieve depentanisatiestap. De punten 6.1, 10.1 en 14.1 worden bijgevolg niet toegepast.

(5) In geval van betwisting wordt gebruikgemaakt van EN ISO 14596 : 1998.

Art. 2. In afwijking van artikel 7, § 1, d), i), tweede streepje, van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie, wordt de bijzondere accijns op gasolie die valt onder GN-code 2710 0069 vastgesteld op 4 300 frank (106,5942 EUR) per 1 000 liter bij 15 °C wanneer deze gasolie de volgende grenswaarden overschrijdt :

(1) De hier gegeven cijfers zijn « werkelijke waarden ». Bij de vaststelling van de grenswaarden is uitgegaan van ISO 4259 (Aardolieproducten – bepalingen en toepassing van nauwkeurige gegevens in de relatie tot de testmethoden) en bij de vaststelling van een minimumwaarde is met een minimaal verschil van 2R boven nul rekening gehouden (R = reproduceerbaarheid). De uitkomsten van de verschillende metingen worden geïnterpreteerd aan de hand van de in ISO 4259 (gepubliceerd in 1995) gegeven criteria.

(2) In geval van betwisting wordt gebruikgemaakt van EN ISO 14596: 1998.

Art. 3. § 1. De bij artikelen 1 en 2 vastgestelde tarieven van bijzondere accijns zijn van toepassing op het ogenblik en vanaf de eerste vermindering van de maximumprijs vastgesteld in de programma-overeenkomst betreffende de regeling van de verkoopprijzen van de aardolieproducten gesloten tussen de Belgische Staat en de petroleum-sector, rekening houdend met het feit dat de verhoging van de bijzondere accijns slechts met de helft van de verlaging van deze prijzen exclusief BTW mag overeenstemmen, met een globaal maximumbedrag van 600 frank (14,8736 EUR) per 1 000 liter bij 15 °C.

§ 2. Bij elke verhoging publiceert de Minister van Financiën een Officieel bericht in het *Belgisch Staatsblad* dat het bedrag van de vermindering van de maximumprijs exclusief BTW, het nieuwe tarief van de bijzondere accijns en de datum van inwerkingtreding vermeldt.

Art. 4. § 1. Met inachtneming van het bepaalde in § 3 en onverminderd de bepalingen betreffende de vrijstellingen voorzien bij artikel 16 van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie, zijn de ongelode benzine van de GN-code 2710 0032 bedoeld bij artikel 1, en de gasolie van de GN-code 2710 0069 bedoeld bij artikel 2, van onderhavig besluit die op de dag van de tariefverhoging bedoeld bij artikel 3 te 0 uur na inverblijfsstelling hier te lande voorhanden zijn in de inrichtingen van fabrikanten, van grossiers en half-grossiers en van de depothouders of

transport à destination desdits établissements sont soumis à un droit d'accise spécial complémentaire égal à l'augmentation de taux survenue.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, on entend par :

1° négociants en gros ou demi-gros : ceux qui livrent des huiles minérales visées au § 1^{er} à un revendeur;

2° dépositaires : toutes les personnes qui détiennent, à quelque titre que ce soit, des huiles minérales visées au § 1^{er} et pour lesquelles elles ne peuvent pas fournir la preuve qu'elles les ont achetées pour leur propre usage ou pour être livrées à d'autres personnes que des revendeurs, notamment dans le cadre d'un commerce de détail. Cette preuve est censée ne pas avoir été fournie quand lesdites huiles sont détenues dans des tanks, réservoirs ou autres récipients à l'égard desquels l'intéressé ne peut pas prouver :

— soit qu'il les a utilisés sans discontinuer depuis le 1^{er} octobre 2001 à l'emmagasinage d'huiles minérales – de la même espèce que les huiles détenues – pour son propre usage ou pour les besoins de son commerce de détail;

— soit qu'il les a fait installer de manière définitive, pour servir de façon permanente à l'emmagasinage d'huiles minérales destinées à son propre usage ou aux besoins de son commerce de détail.

§ 3. Ne sont toutefois pas imposables les huiles minérales visées au § 1^{er} que les fabricants et négociants en gros ou demi-gros détiennent, après mise à la consommation dans le pays, dans des établissements séparés où ils exercent une activité qui, à elle seule, ne serait pas de nature à faire considérer l'exploitant comme négociant en gros ou demi-gros ou comme dépositaire, tels que définis au § 2.

Art. 5. Le droit d'accise spécial complémentaire fixé à l'article 4, § 1^{er}, est dû par celui qui détient les huiles minérales soumises à ce droit au jour de l'augmentation des taux en cause.

Pour les huiles minérales en cours de transport à ce moment, ce droit d'accise spécial complémentaire est dû par le destinataire du transport.

Art. 6. Le droit d'accise spécial complémentaire fixé à l'article 4, § 1^{er}, n'est perçu que dans la mesure où le volume imposable dépasse 1 000 litres par espèce d'huile minérale.

Art. 7. Notre Ministre des Finances arrête les mesures d'exécution relatives à la perception du droit d'accise spécial complémentaire fixé à l'article 4, § 1^{er}. A cet effet, il peut prescrire que les détenteurs ou les destinataires d'huiles minérales imposables doivent déclarer leurs stocks.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

onderweg zijn met bestemming naar genoemde inrichtingen onderworpen aan een aanvullende bijzondere accijns gelijk aan de ingestelde tariefverhoging.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 worden verstaan onder :

1° grossiers en half-grossiers, zij die minerale olie als bedoeld in § 1 hebben geleverd aan een wederverkoper;

2° dephouders, alle personen die, in welke hoedanigheid ook houder zijn van de bij § 1 bedoelde minerale olie waarvan zij niet kunnen bewijzen dat zij die olie hebben aangekocht om door henzelf te worden gebruikt of om te worden geleverd anders dan aan wederverkopers, inzonderheid in het kader van de kleinhandel. Dat bewijs wordt geacht niet te zijn geleverd wanneer genoemde olie zich bevindt in tanks, vergaarbakken of andere recipiënten waarvan de betrokkene niet kan aantonen :

— ofwel, dat hij ze sedert 1 oktober 2001 doorlopend heeft aangewend voor het opslaan van voor eigen gebruik of voor de behoeften van zijn kleinhandel betrokken minerale olie van dezelfde soort als de opgeslagen olie;

— ofwel, dat hij ze heeft ingericht om blijvend te worden aangewend voor het opslaan van voor eigen gebruik of voor de behoeften van zijn kleinhandel bestemde minerale oliën.

§ 3. Worden nochtans niet belast de bij § 1 bedoelde oliën die de fabrikanten, grossiers of half-grossiers na inverbruikstelling hier te lande voorhanden hebben in aparte inrichtingen waar zij een bedrijvigheid uitoefenen die niet van aard is de exploitant te doen aanmerken als grossier of half-grossier in de betekenis van § 2.

Art. 5. De aanvullende bijzondere accijns bedoeld bij artikel 4, § 1, is verschuldigd door diegene die de minerale olie die aan dat recht onderworpen is op de dag van de betrokken tariefverhoging voorhanden heeft.

Voor de onderweg zijnde minerale olie is de aanvullende bijzondere accijns verschuldigd door de geadresseerde.

Art. 6. De bij artikel 4, § 1, vastgestelde aanvullende bijzondere accijns wordt slechts geheven in de mate dat de belastbare hoeveelheid per soort van olie 1 000 liter overtreft.

Art. 7. Onze Minister van Financiën regelt de uitvoeringsmaatregelen in verband met de bij artikel 4, § 1, bedoelde heffing van de aanvullende bijzondere accijns. Hij kan hierbij voorschrijven dat de bezitters en de geadresseerden van belastbare minerale oliën aangifte moeten doen van hun voorraden.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

F. 2001 — 3050

[S - C - 2001/03495]

29 OCTOBRE 2001. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 modifiant la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accises sur les huiles minérales

Le Ministre des Finances,

Vu la loi générale sur les douanes et accises coordonnée le 18 juillet 1977, (*Moniteur belge* du 21 septembre 1977) notamment l'article 13, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 2001 modifiant la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accises sur les huiles minérales, (*Moniteur belge* du 1^{er} novembre 2001) notamment l'article 7;

Vu l'avis du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

N. 2001 — 3050

[S - C - 2001/03495]

29 OKTOBER 2001. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 tot wijziging van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie

De Minister van Financiën,

Gelet op de algemene wet inzake douane en accijnzen, gecoördineerd op 18 juli 1977, (*Belgisch Staatsblad* van 21 september 2001) inzonderheid op artikel 13, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 tot wijziging van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie (*Belgisch Staatsblad* van 1 november 2001) inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het advies van de douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;